



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.806/2/V
du 10 août 2022

advies 71.806/2/V
van 10 augustus 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant des dispositions
diverses relatives à la sélection
des agents de l'État et aux
examens linguistiques'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende diverse
bepalingen betreffende de
selectie van het rijkspersoneel
en taalexamens'

Le 4 juillet 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 18 août 2022, sur un projet d'arrêté royal 'portant des dispositions diverses relatives à la sélection des agents de l'État et aux examens linguistiques'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 10 août 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 août 2022.

*

Op 4 juli 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 18 augustus 2022 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende diverse bepalingen betreffende de selectie van het rijkspersoneel en taalexamens'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 10 augustus 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 augustus 2022.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

De nombreuses dispositions du texte en projet ont pour objet de remplacer la dénomination de l'administrateur délégué du SELOR – Bureau de sélection de l'Administration fédérale, par celle de directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui.

Ainsi, le texte en projet procède à ce changement de terminologie non pas dans l'ensemble des arrêtés royaux qu'il modifie mais dans certains de ceux-ci de telle manière que plusieurs dénominations différentes sont utilisées pour une même fonction ¹.

Il en résulte que ces textes feront usage de deux terminologies différentes pour désigner la même fonction, ce qui prête à confusion.

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle le projet ne procède pas à la modification pour l'ensemble des textes qu'il modifie.

Sauf si une raison particulière peut être avancée pour justifier le recours à un tel procédé, la sécurité juridique et la lisibilité des textes recommandent qu'une modification terminologique soit opérée non seulement dans l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public', l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' et l'arrêté royal du 25 avril 2005 'fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics', mais également dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État', l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' et l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État'.

¹ Voir l'observation similaire formulée dans l'avis n° 69.797/2 donné le 10 août 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 décembre 2021 'portant diverses mesures en matière de sélection, de mobilité, de certification linguistique et de carrière pécuniaire dans la fonction publique administrative fédérale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69797.pdf>.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le préambule mentionnera successivement les actes de droit interne et les articles qui constituent le fondement juridique de l'arrêté, les actes de droit interne qui sont modifiés, abrogés ou retirés par l'arrêté et ensuite les formalités obligatoires accomplies lors de l'élaboration de l'arrêté ².

L'alinéa 3 sera également complété conformément aux règles de légistiques ³.

2. De nouveaux alinéas seront ajoutés afin, d'une part, de faire référence à l'article 53, alinéa 2, des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966, procurant un fondement juridique au projet et, d'autre part, de viser l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' ainsi que l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale', tous deux modifiés par le projet.

3. Les formalités accomplies n'apparaissent que de façon incomplète, les dates auxquelles ces formalités ont été accomplies n'étant pas toutes mentionnées.

Il y a lieu de compléter le préambule sur ce point et de classer chronologiquement les références faites aux formalités requises par la loi ⁴.

4. L'alinéa 11 vise l'accord du Secrétaire d'État au Budget. Le dossier transmis à la section de législation ne contient cependant qu'une lettre non datée et non signée.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Le b) a pour objectif d'assouplir les conditions de la mobilité interfédérale aux agents des communautés et régions.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n° 19 et s.

³ *Ibidem*, recommandation n° 27, c).

⁴ *Ibidem*, recommandation n° 34.

Ainsi, l'article 11 de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 'relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative' dispose :

« Pour bénéficier d'une mobilité interfédérale, l'agent statutaire d'une entité fédérée doit :

[...]

2° remplir les conditions visées à l'article 16 de l'arrêté du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État ».

Or, l'arrêté royal du 2 octobre 1937 prévoit, en son article 16, que :

« § 1^{er}. Nul ne peut être nommé agent de l'État s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

[...]

6° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de la classe ou du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté ;

[...]

§ 2. Une dérogation de la condition de diplôme visée au § 1^{er}, 6°, est accordée :

1° soit par le Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui, qui fixe annuellement une liste par rôle linguistique des métiers en pénurie sur base des listes établies par les institutions régionales en charge de l'emploi et de la gestion des chômeurs et après une analyse réalisée par le comité scientifique de consultation visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État. Et pour chacun de ces métiers, l'administration concernée peut d'office appliquer la dérogation de diplôme prévue. La liste des métiers en pénurie est transmise à titre d'information aux membres de la commission de concertation relative aux procédures de sélection visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État ;

2° soit, par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sur proposition du président du comité de direction, aux candidats porteurs d'un certificat de compétences génériques acquises hors diplôme donnant accès au niveau où se situe le grade ou la classe à laquelle appartient la fonction pour laquelle la sélection est organisée. Ce certificat est délivré par la Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui et sa durée de validité est fixée à cinq ans à dater de sa délivrance.

[...] ».

Le projet entend modifier le paragraphe 2 de l'article 16 prévoyant les dérogations à la condition de diplôme visée au paragraphe 1^{er}, 6°, en y ajoutant la dérogation suivante :

« 3° soit aux agents statutaires d'une communauté ou d'une région qui sont nommés dans un niveau défini dans le tableau de conversion de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative, pour les niveaux reconnus équivalents du statut des agents de l'État conformément au même tableau de conversion sans préjudice de l'article 17, § 1^{er}, A et B ».

La terminologie utilisée par le projet, à savoir « agents statutaires d'une communauté ou d'une région » diffère cependant de celle utilisée par l'arrêté royal du 15 janvier 2007 qui utilise les mots « agent statutaire d'une entité fédérée ».

La question se pose de savoir ce que l'auteur du projet a exactement comme intention lorsqu'il recourt aux mots « communauté ou région » plutôt qu'à ceux actuellement utilisés d'« entité fédérée ». En effet, le choix ainsi opéré pourrait aboutir à exclure certains agents statutaires de la mobilité, ce qui n'apparaît pas être à priori l'objectif de la modification et pourrait par ailleurs être générateur d'une différence de traitement qui devrait être dûment justifiée pour assurer le respect du principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution. Dès lors, pour éviter toute discussion quant à la portée du dispositif modificatif, serait-il préférable d'y maintenir les mots « entité fédérée ».

Article 2

1. L'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 modifié par l'article en projet a été remplacé par l'arrêté royal du 4 août 2004.

La phrase liminaire sera complétée sur ce point.

2.1 L'article 2 a pour objet de compléter l'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 en ce qui concerne les épreuves qui doivent être organisées dans le cadre de la promotion au sein du niveau A, selon le type d'avancement à la classe supérieure concerné. Il a pour objet de mettre en place une commission de sélection.

Cette modification appelle deux observations.

2.2. La section de législation n'aperçoit pas à la lecture de l'article en projet, la nature de l'avis que la commission de sélection va rendre au comité de direction, chargé lui-même de remettre un avis motivé sur la sélection des candidats à l'emploi vacant.

2.3. Dans un second temps, le texte prévoit la désignation des membres de la commission de sélection à la fois par le comité de direction (alinéa 3 en projet) et par le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui (alinéa 4 en projet).

Le texte en projet est ainsi rédigé :

« Le comité de direction désigne les membres de la commission de sélection pour les épreuves de promotion.

Le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui désigne les membres de la commission de sélection comme suit :

– l'emploi est ouvert à la promotion à la classe supérieure et à la mobilité en application de l'article 6bis, § 1^{er}, troisième alinéa, deuxième tiret de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État ;

– l'emploi est ouvert à la promotion à la classe supérieure et à la mobilité et il est recouru en même temps au recrutement en application de l'article 6bis, § 1^{er}, quatrième alinéa de l'arrêté royal précité ».

Tel que formulé, le texte en projet n'est pas clair.

De deux choses l'une :

– soit la mission de désignation de la commission de sélection revient au comité de direction sauf dans les cas dans lesquels le projet confie cette mission au directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui, auquel cas, il y a lieu de remplacer les mots « comme suit : » par les mots « dans les cas suivants : » ;

– soit, si une autre interprétation doit être donnée au texte, il y a lieu de le revoir afin qu'elle soit correctement traduite.

Le texte sera réexaminé à la lumière de ces observations.

Article 4

Dans la phrase liminaire, les mots « en dernier lieu » seront omis.

Articles 10 et 11

Les articles 10 et 11 du projet ont le même objet. L'article 10 en projet s'applique exclusivement à la version néerlandaise du texte alors que l'article 11 en projet règle la modification à effectuer dans la version française.

Dès lors que ces articles visent la même modification à apporter dans les deux versions linguistiques de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 mars 2001, il est inutile de les dupliquer. Il y a lieu de prévoir une seule disposition qui contient, pour chaque version linguistique, les modifications qui la concernent, ce afin d'éviter toute divergence entre ces deux versions.

Article 21

L'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 2005 dispose :

« Pour être engagées par contrat de travail, les personnes doivent :

1° remplir les conditions fixées à l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 5° et 7° de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État ;

2° être Belge lorsque les fonctions à exercer comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ;

3° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études requis en vertu de l'article 16, alinéa 1^{er}, 6° ou de l'article 17, § 1^{er}, E et F de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité ;

4° être lauréat d'un concours de recrutement ou d'une sélection comparative organisé par Selor pour les services publics et en cours de validité, correspondant au niveau de la fonction à exercer, ou, à défaut, être lauréat d'un test de sélection correspondant au profil de fonction.

[...] ».

L'article en projet modifie la condition visée au 4° pour imposer de réussir soit :

- une sélection comparative organisée par la direction générale Recrutement et Développement dont la durée de validité n'a pas expiré et qui correspond au niveau de la fonction à exercer ;
- un test de sélection qui correspond au profil de fonction ;
- une sélection organisée par la direction générale Recrutement et Développement et qui correspond au niveau de la fonction à exercer.

Dans cette énumération, la différence établie entre la sélection organisée par la direction générale Recrutement et Développement et le « test de sélection » n'apparaît pas clairement.

Pour éviter toute différence de traitement entre les personnes qui devraient réussir l'une ou l'autre condition, il importe que les hypothèses visées soient précisément déterminées quant à savoir ce qui les distingue et quand il est recouru à l'une plutôt qu'à l'autre.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Dans la version française de l'article 2, alinéa 1^{er}, le mot « interactieve » sera traduit en français.
2. Dans la phrase liminaire de l'article 7, il sera précisé dans quelle subdivision de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 l'article 7*bis* s'insère.
3. À l'article 19, il y a lieu de remplacer les mots « Art. 20. » par les mots « § 1^{er} ».
4. À l'article 21, a), la subdivision de l'alinéa en projet sera revue.
5. Dans la version française de l'article 24, les mots « des missions de l'intérêt général » seront remplacés par les mots « de missions d'intérêt général ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Bij veel bepalingen van de ontworpen tekst wordt de benaming “afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid” vervangen door de benaming “directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning”.

Aldus wordt bij de ontworpen tekst die terminologie gewijzigd, doch niet in alle koninklijke besluiten die daarbij gewijzigd worden, maar in een aantal ervan, wat ertoe leidt dat voor eenzelfde functie uiteenlopende benamingen gebruikt worden.¹

Een en ander leidt ertoe dat in die teksten twee verschillende benamingen gebruikt zullen worden om dezelfde functie aan te duiden, wat aanleiding geeft tot verwarring.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom die wijziging bij het ontwerp niet aangebracht wordt in alle teksten die daarbij gewijzigd worden.

Tenzij er een bijzondere reden aangevoerd kan worden ter verantwoording van het gebruik van een dergelijke werkwijze, is het ter wille van de rechtszekerheid en de leesbaarheid van de teksten aanbevolen de terminologie niet alleen te wijzigen in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’, het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’ en het koninklijk besluit van 25 april 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten’, maar eveneens in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het Rijkspersoneel’, het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ en het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel’.

¹ Zie de soortgelijke opmerking die gemaakt is in advies 69.797/2 van 10 augustus 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 december 2021 ‘houdende diverse maatregelen inzake selectie, mobiliteit, taalcertificering en geldelijke loopbaan in het federaal openbaar administratief ambt’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69797.pdf>.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhef dient achtereenvolgens melding te worden gemaakt van de regelingen van intern recht en de artikelen ervan die de rechtsgrond vormen van het besluit, van de regelingen van intern recht die gewijzigd, opgeheven of ingetrokken worden door het besluit en vervolgens van de verplichte vormvereisten die bij de voorbereiding van het besluit vervuld zijn.²

Tevens dient het derde lid aangevuld te worden overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek.³

2. In de aanhef moeten nieuwe leden ingevoegd worden teneinde enerzijds te verwijzen naar artikel 53, tweede lid, van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966, dat een rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, en anderzijds naar het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’, alsook naar het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’, die beide bij het ontwerp gewijzigd worden.

3. De informatie betreffende de vervulde vormvereisten is onvolledig, aangezien niet alle datums vermeld worden waarop die vormvereisten vervuld zijn.

De aanhef dient op dat punt aangevuld te worden en de verwijzingen naar de wettelijk verplichte vormvereisten dienen chronologisch gerangschikt te worden.⁴

4. In het elfde lid wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, bevat in dat verband evenwel alleen een niet gedagtekende en niet ondertekende brief.

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De bepaling onder b) strekt ertoe de voorwaarden voor de interfederale mobiliteit te versoepelen wat de ambtenaren van de gemeenschappen en de gewesten betreft.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 19 en volgende.

³ *Ibidem*, aanbeveling 27, c).

⁴ *Ibidem*, aanbeveling 34.

Zo wordt in artikel 11 van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 ‘betreffende de mobiliteit van de statutaire ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt’ het volgende bepaald:

“Om een interfederale mobiliteit te bekomen, moet de statutair ambtenaar van een gefedereerde entiteit :

(...)

2° de voorwaarden vervullen zoals bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.”

In artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt evenwel het volgende bepaald:

“§ 1. Niemand kan tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

(...)

6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen klasse of graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel;

(...)

§ 2. Er wordt een afwijking van de diplomavorwaarde bedoeld in § 1, 6°, toegestaan:

1° ofwel door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, die jaarlijks per taalrol een lijst met knelpuntberoepen vaststelt op basis van de lijsten opgesteld door de gewestelijke instellingen voor tewerkstelling en beheer van werklozen en na een analyse uitgevoerd door het wetenschappelijk adviescomité bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel. Voor elk van deze beroepen kan de betrokken administratie ambtshalve de voorziene diploma-afwijking toepassen. De lijst met knelpuntberoepen wordt ter informatie bezorgd aan de leden van de overlegcommissie voor de selectieprocedures bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel;

2° ofwel door de minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken op voorstel van de voorzitter van het directiecomité, aan de kandidaten die houder zijn van een getuigschrift van generieke competenties verworven buiten diploma, dat toegang geeft tot het niveau waarop zich de graad of de klasse bevindt waartoe de functie waarvoor de selectie wordt georganiseerd behoort. Dit getuigschrift wordt uitgereikt door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning en de geldigheidsduur ervan wordt vastgesteld op vijf jaar, te rekenen vanaf de uitreiking ervan.

(...).”

Het ontwerp strekt ertoe paragraaf 2 van artikel 16, dat voorziet in afwijkingen van de diplomavorwaarde bedoeld in artikel 1, 6°, te wijzigen door daaraan de volgende afwijking toe te voegen:

“3° ofwel aan de statutaire ambtenaren van een gemeenschap of een gewest die benoemd zijn in een niveau bepaald in de conversietabel in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 betreffende de mobiliteit van de statutaire ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt, voor de als gelijkwaardig erkende niveaus van het statuut van het rijksperoneel overeenkomstig dezelfde conversietabel onverminderd artikel 17, § 1, A en B.”

De in het ontwerp gebezigde terminologie, namelijk “statutaire ambtenaren van een gemeenschap of een gewest” verschilt evenwel van de terminologie in het koninklijk besluit van 15 januari 2007 waarin de woorden “statutair ambtenaar van een gefedereerde entiteit” gebruikt worden.

De vraag rijst wat de precieze bedoeling is van de steller van het ontwerp wanneer hij de woorden “gemeenschap of gewest” gebruikt in plaats van de thans gangbare bewoordingen “gefedereerde entiteit”. De aldus gemaakte keuze zou er immers toe kunnen leiden dat een aantal statutaire ambtenaren uitgesloten worden van de mobiliteit, hetgeen *a priori* niet de bedoeling lijkt te zijn van de wijziging, en zou bovendien aanleiding kunnen geven tot een verschil in behandeling dat naar behoren verantwoord zou moeten worden met het oog op de inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie verankerd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Teneinde elke discussie betreffende de draagwijdte van de wijzigingstekst te vermijden, verdient het derhalve aanbeveling om daarin de woorden “gefedereerde entiteit” te behouden.

Artikel 2

1. Artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, dat bij het ontworpen artikel gewijzigd wordt, is vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004.

De inleidende zin dient op dat punt aangevuld te worden.

2.1. Artikel 2 strekt ertoe artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 aan te vullen, wat betreft de proeven die georganiseerd moeten worden in het kader van de bevordering binnen niveau A, naar gelang van de soort verhoging in de betrokken hogere klasse. Bij dat artikel wordt een selectiecommissie ingesteld.

Deze wijziging geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

2.2. Bij het lezen van het ontworpen artikel is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk van welke aard het advies is dat de selectiecommissie zal geven aan het directiecomité, dat zelf belast is met het uitbrengen van een met redenen omkleed advies over de selectie van de gegadigden voor de vacante betrekking.

2.3. In tweede instantie voorziet de tekst in de aanwijzing van de leden van de selectiecommissie zowel door het directiecomité (ontworpen derde lid) als door de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (ontworpen vierde lid).

De ontworpen tekst luidt als volgt:

“Het directiecomité duidt de leden van de selectiecommissie voor de bevorderingsproeven aan.

De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning duidt de leden van de selectiecommissie aan als hetzij:

- de betrekking wordt opengesteld voor bevordering naar de hogere klasse en voor mobiliteit in toepassing van artikel 6bis, § 1, derde lid, tweede streepje van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

- de betrekking wordt opengesteld voor bevordering naar de hogere klasse en voor mobiliteit en gelijktijdig beroep wordt gedaan op de aanwerving in toepassing van artikel 6bis, § 1, vierde lid van het voormelde koninklijk besluit.”

Zoals de ontworpen tekst gesteld is, is hij niet duidelijk.

Het is het een of het ander:

- ofwel is het aanwijzen van de selectiecommissie een taak van het directiecomité behalve in de gevallen waarin het ontwerp die taak toevertrouwt aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, in welk geval de woorden “als hetzij” vervangen dienen te worden door de woorden “in de volgende gevallen”;

- ofwel, indien aan de tekst een andere interpretatie gegeven moet worden, dient de tekst aldus herzien te worden dat die interpretatie correct weergegeven wordt.

De tekst moet in het licht van deze opmerkingen herzien worden.

Artikel 4

In de inleidende zin moet het woord “laatstelijk” weggelaten worden.

Artikelen 10 en 11

De artikelen 10 en 11 van het ontwerp hebben betrekking op hetzelfde. Het ontworpen artikel 10 heeft alleen betrekking op de Nederlandse versie van de tekst terwijl in het ontworpen artikel 11 geregeld wordt welke wijziging in de Franse tekst aangebracht moet worden.

Aangezien die artikelen dezelfde wijziging beogen die in beide taalversies van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 aangebracht moet worden, heeft het geen zin daartoe gebruik te maken van twee artikelen. Er dient gewerkt te worden met één enkele bepaling, met, voor elke taalversie, de wijzigingen die op die versie betrekking hebben, teneinde elke discrepantie tussen beide versies te voorkomen.

Artikel 21

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 april 2005 luidt als volgt:

“Om bij een arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen, moeten de personen:

1° voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 16, eerste lid, 2°, 3°, 5° en 7° van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

2° Belg zijn indien de uit te oefenen betrekking een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhoudt en werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat;

3° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat vereist is krachtens artikel 16, eerste lid, 6° of artikel 17, § 1, E en F van voornoemd koninklijk besluit van 2 oktober 1937;

4° geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen of een vergelijkende selectie, door Selor voor de overheidsdiensten georganiseerd, met een niet verstreken geldigheidsduur en overeenstemmend met het niveau van de uit te oefenen functie of, bij ontstentenis, geslaagd zijn voor een selectietest die overeenstemt met het functieprofiel.

(...).”

Bij het ontworpen artikel wordt de voorwaarde vervat in de bepaling onder 4° aldus gewijzigd dat de verplichting geldt te slagen voor hetzij:

– een vergelijkende selectie georganiseerd door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling met een niet verstreken geldigheidsduur en in overeenstemming met het niveau van de uit te oefenen functie;

– een selectietest die overeenstemt met het functieprofiel;

– een selectie georganiseerd door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling en in overeenstemming met het niveau van de uit te oefenen functie.

In die opsomming komt het verschil tussen de selectie georganiseerd door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling en de “selectietest” niet duidelijk tot uiting.

Om elk verschil in behandeling te voorkomen tussen personen die aan de ene of de andere voorwaarde zouden voldoen, is het van belang dat nauwkeurig bepaald wordt wat het verschil is tussen de beoogde gevallen en wanneer veeleer van de ene dan wel van de andere mogelijkheid gebruikgemaakt wordt.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In de Franse tekst van artikel 2, eerste lid, schrijf men niet “interactieve” maar “interactive”.
2. In de inleidende zin van artikel 7 moet vermeld worden in welk onderdeel van het koninklijk besluit van 22 december 2000 artikel 7*bis* ingevoegd wordt.
3. In artikel 19 dienen de woorden “Art. 20” in de ontworpen tekst vervangen te worden door de woorden “§ 1”.
4. In artikel 21, a), moet de onderverdeling van het ontworpen lid herzien worden.
5. In de Franse tekst van artikel 24 moeten de woorden “des missions de l'intérêt général” vervangen worden door de woorden “de missions d'intérêt général”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET